

POLITIQUE ÉDUCATIVE

**« Plus de maîtres que de classes » :
évaluation prévue pour juin 2018**

Avant même la nomination du nouveau gouvernement, c'était une des questions en suspens sur les premières décisions de politique éducative : le dispositif « Plus de maîtres que de classes » (un professeur surnuméraire ou « maître plus » dans une classe) lancé en 2013 allait-il être supprimé sans même avoir été évalué ? C'est ce qu'avait laissé entendre l'équipe Macron, expliquant que les quelque 5 000 postes utilisés par ce dispositif seraient progressivement « redéployés » pour réaliser la promesse présidentielle de réduire à 12 élèves les effectifs des classes de CP et de CE1 en éducation prioritaire. La réponse est venue en deux temps très rapprochés. Dans sa première interview à la presse écrite, publiée le 20 mai sur le site du *Monde*, le nouveau ministre, Jean-Michel Blanquer, assurait, en revendiquant son « pragmatisme », qu'il ne voulait pas « tomber dans le travers d'imposer la même façon de faire partout ». « Autrement dit, ajoutait-il, non, on ne va pas supprimer ce dispositif par principe à la rentrée, mais

l'évaluer et, si besoin, le faire évoluer. Je n'ignore pas que dans certaines villes, les dédoublements posent un problème de locaux. Si, ailleurs, le dispositif donne satisfaction, il faut être capable de l'entendre. » Ce début de repêchage a été suivi d'une annonce plus marquée le 23 mai, à l'occasion du premier déplacement de terrain du ministre à Creil (Val-d'Oise). « *Nous travaillons pour positionner un dispositif d'évaluation du "plus de maîtres que de classes" dès le mois de septembre et nous aurons une première idée en juin 2018* », a-t-il indiqué, en visite à l'école Albert-Camus, classée REP+. « *Nous allons déployer des dispositifs de formation continue et travailler à la formation initiale* », a-t-il ajouté. Il reste à savoir comment s'articuleront l'évaluation annoncée par le ministre et l'évaluation déjà en cours à travers l'actuel comité de suivi du dispositif. Parallèlement, une pétition en ligne « *pour la pérennisation* » du dispositif, lancée le 16 mai, soutenue notamment par les syndicats SNUipp-FSIU, SE-UNSA et SGEN-CFDT, avait dépassé les 10 000 signatures le 23 mai. « *Détricoter un dispositif dans lequel les enseignants se sont fortement engagés et qui montre ses premiers effets sur la réussite des élèves nous semble précipité* »,

argumentait sans agressivité cet appel, soulignant que « *le temps de l'école n'est pas celui du politique* » et que « *les enseignants ont besoin de sérénité pour accomplir leur mission* ». La veille de sa visite à Creil, Jean-Michel Blanquer avait confirmé le début d'application dès la rentrée prochaine de la mesure des 12 élèves par classe, en commençant par les CP en REP+. Cette mesure concernera « *environ 2 200 classes* » et « *un peu plus de 2 200 enseignants* » en comptant les remplaçants, avait-il déclaré le 22 mai sur RMC-BFM-TV.